/ Bologne, toujours en avance

Le séminaire de l'Avitem consacré à la Métropole de Bologne a permis de revisiter des conceptions marquantes de l'histoire urbaine de la fin du XXe siècle.

© Fabio Mantovani

La politique de régénération urbaine à Bologne est mise en place dès la fin des années 1960, dans un contexte européen et méditerranéen, où toute une partie des centres anciens connaissent des démolitions, des restructurations lourdes, et une transformation vers les fonctions tertiaires de bureaux. Bologne va à l'encontre de ces pratiques avec le plan Cervelatti qui pose le principe de reconstruction de la ville sur la ville. Le centre historique devient un projet urbain et territorial de grande ampleur, guidé par une vision du développement durable avant l'heure : jouer la croissance zéro de la ville et de son territoire métropolitain en densifiant le centre ancien, diminuer la place de la voiture, initier une démarche intégrée entre monuments historiques, patrimoine urbain, patrimoine matériel et immatériel, conservation intégrée (physique et sociale). Le mot d'ordre de l'époque est : une ville antique pour une société nouvelle alliant tout à la fois attractivité internationale (politique d'accueil des étudiants) et bien-être des populations locales (logements et services publics) dans un dialogue étroit avec les populations.

À la fin des années 1970 émerge le concept de *città diffusa*, qui présente des caractéristiques économiques, sociales, fonctionnelles et de mobilités d'une nouvelle ville sans continuité urbaine. Elle se développe sur un territoire en déficit de développement, dans une région du nord-est de l'Italie pauvre, mais où la géographie et un polycentrisme historique offrent alors aux petites et moyennes entreprises des potentiels dispersés de localisation, qu'elles investissent composant ainsi des districts industriels. Dès lors, la planification territoriale va s'adapter pragmatiquement à ces processus de recompositions économiques voulues ou non. De petits centres urbains se développent par l'autoconstruction et l'installation de nouvelles entreprises, mais aussi par l'influence des politiques d'assistance sociale qui, pendant les années 1970, prévoyaient la construction d'écoles, d'hôpitaux, de services à l'échelle locale et à celle du district.

Les années 2000 accélèrent le processus en amplifiant l'expansion sous la forme d'une urbanisation en parcelles commerciales et industrielles de plus en plus vastes et à une échelle territoriale de plus en plus large. Laura

L'AVITEM REMERCIE BOLOGNE

L'Agence des villes et territoires méditerranéens durables (Avitem) et ses partenaires, l'Agence française de développement (AFD) et le Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI), organisent, depuis 2015, des séminaires métropolitains au rythme de trois par an, soit un peu moins de vingt métropoles investies. À la rencontre des territoires et des acteurs, un réseau d'auditeurs constitué d'environ 150 responsables publics et privés a partagé des lectures de territoires, des débats autour de stratégies et gouvernances territoriales et des références d'actions. Empêchés de voyager, nous avons emprunté en 2020 les voies numériques pour explorer virtuellement la Métropole de Bologne. De l'avis des auditeurs, l'expérience est concluante. Remercions nos hôtes de la Cité métropolitaine de Bologne, de la Ville de Bologne et tout le réseau de professionnels et chercheurs qui se sont mobilisés pour cette réussite collective. / **Bernard Valero**, ambassadeur, directeur général de l'Avitem

→ Pour s'inscrire comme auditeur 2021 : https://avitem.org

Fregolent[1] qualifie ce contexte de « post-métropolitain » : installé à une échelle interrégionale, un archipel de contextes métropolitains très hétérogènes en quête de sens commun. Le modèle n'apparaît plus soutenable en l'état. Il est même très largement questionné quant à ses implications territoriales.

En réponse, le nouveau Plan stratégique métropolitain de Bologne réaffirme certaines valeurs – hospitalité, diversité, droits fondamentaux, équité… – et quelques orientations, notamment environnementales, pour guider le nouveau dess(e)in territorial de la société bolognaise.

Aux grands récits planificateurs fondateurs, *« On stoppe l'extension de la cité pour la qualifier dans son périmètre historique et on redéploie les nouveaux développements autour des bourgs anciens de la périphérie »*, les élus préfèrent refonder leur action sur un partage de conscience, une mobilisation collective autour d'un système d'action commun et de nouvelles formes de redistribution, comme en atteste le (modeste) fonds de péréquation.

Ce mouvement traduit-il des ambitions plus modestes à un moment où la puissance de l'imprévisible s'impose à nous ? Caractérise-t-il un basculement entre système d'intentionnalité et dynamique de régulation ? Témoigne-t-il d'une remise en cause du modèle latin nécessairement prescriptif de la conception urbaine au profit d'un modèle plus anglo-saxon construit autour de l'évaluation des impacts ? Constitue-t-il le signe avant-coureur d'un passage de l'urbanisme comme politique publique à l'urbanisme comme politique de biens communs ?

En ce sens, Bologne porte, sans le dire, une critique somme toute assez radicale de la maîtrise urbaine et territoriale au profit d'approches plus souples, plus agiles et plus ouvertes de l'aménagement. / **Marie Baduel** et **Amine Benaissa**

① Professeure à l'IUAV.

LA STRATÉGIE D'HABITABILITÉ

« Le marché de l'immobilier du centre-ville de Bologne est aujourd'hui assez diversifié. Aux logements publics produits de longue date par la Ville s'ajoutent des logements privés occupés notamment par les étudiants, très présents (63 000 inscrits dont la moitié provient de l'extérieur), et plus récemment par une offre touristique (+ 10 % par an, notamment en Airbnb). La stratégie d'habitabilité de la Ville met l'accent sur trois axes.

• **Le passage d'une politique de logements publics à une politique sociale de l'habitat.** Cette politique doit être conçue comme un service en direction d'une grande variété de populations, composées de personnes âgées, d'étudiants avec de bas revenus, de personnes avec le besoin de combiner travail et logement, travail et bien-être. Une série de concepts et d'orientations liées aux politiques de logement et d'habitat est ainsi contenue dans ce nouveau plan.

• **Le passage du centre historique à la ville historique.** Pour augmenter l'habitabilité sans construire sur de nouvelles zones et artificialiser de nouveaux sols, le plan introduit le concept « de ville historique », intégrant à la notion de patrimoine le paysage historique urbain. Celui-ci inclut la topographie, la géomorphologie, les caractéristiques naturelles, le patrimoine contemporain. Le paysage urbain historique est ainsi entendu comme toute la zone urbaine. Le territoire d'intervention est élargi au-delà du seul centre historique pour investir la ville entière et unir toutes ses composantes. Conception de l'espace public à partir du paysage et des potentiels de nature en ville, réhabilitation de l'existant et requalification des friches pour du logement ainsi que des activités culturelles et productives, plan de mobilité douce sont des composantes du programme.

• **L'adaptation à la crise du Covid-19.** La crise sanitaire a des répercussions immédiates sur le taux d'occupation des logements touristiques ou étudiants. La Ville de Bologne a toujours joué sur un équilibre entre développement endogène et attractivité internationale, elle recherche donc des solutions temporaires de réaffectation des logements touristiques pour des besoins immédiats et ceci dans la longue tradition de dialogue entre le public et le privé, en rendant les citoyens de plus en plus acteurs de la politique publique ! » / Propos de **Francesco Evangelisti,** chef du département planification, et **Marco Guerzoni,** responsable de l'Unité de logement social, Ville de Bologne

PLANIFIER OU ACCOMPAGNER LA VILLE DIFFUSE ?

«D'abord pourquoi faisons-nous autant de plans à Bologne ? Quelle en est l'utilité ? La finalité est de réaliser des équipements, des services, de l'habitat… Peut-être vaudrait-il mieux passer directement aux projets. En fait, l'expérience démontre qu'avoir un plan stratégique et une tactique associée augmente les chances de concrétisation d'un projet. Le plan doit permettre la création d'un cadre de cohérence à partir d'une vision, qui permet par la suite de renforcer et d'accélérer les actions des uns et des autres.

Le Plan stratégique métropolitain (PSM) est un plan collégial réunissant le public et le privé dans une vision partagée qui place Bologne dans des dimensions régionale, nationale et internationale.

En ce sens, il s'agit moins d'un plan que d'un processus de dialogue entre le public et le privé vers un projet commun.

Le plan stratégique n'est pas exclusivement territorial, il est également économique, social et environnemental. Il est donc porteur d'une vision globale.

Le PSM s'inscrit dans un urbanisme de valeurs de solidarité, de citoyenneté, d'hospitalité, de cohésion. Il définit également les orientations stratégiques pour le développement du territoire en accord avec ses valeurs. En choisissant la manufacture, Bologne fut la seule province en Émilie-Romagne à recevoir de nouveaux investissements.

En complément, le Plan territorial métrop https://www.abmo.fr/#about olitain (PTM) est un plan institutionnel de mise en cohérence et d'équilibre entre les différentes composantes du territoire. Il développe des outils très prescriptifs en accord avec une loi régionale de zéro artificialisation des sols d'ici 2050, comme le pourcentage d'expansion de l'urbanisation autorisé ou l'autorisation des zones commerciales et industrielles, qui doivent être desservies par des modes de mobilité durable et des services à la personne. Le PMT innove également par la création d'un fonds métropolitain de péréquation. Il est proposé que 50 % des ressources qui résultent des interventions d'urbanisme soient destinées à ce fonds qui est dépensé au profit des municipalités pour financer des projets de régénération urbaine.

L'important est la recherche de l'équilibre entre les sphères économique, sociale et environnementale. C'est comme cela que l'on crée la vitalité de notre territoire. Bologne est attrayante car, au-delà de l'économie, il y a d'autres facteurs qui la rendent attractive. Si l'économie prend le pas sur les autres préoccupations, nous faisons fausse route. » / Propos d'**Alexandro Delpiano,** responsable du Plan stratégique de la Métropole de Bologne